Burundi : lourdes peines pour de jeunes émeutiers de Ngarara

RFI, 05 juin 2013BurundiÂ : la main lourde de la justice aprÃ¨s les Ã©meutes de la semaine derniÃ¨re Il y a plus dâ€™une semaine, des Ã©meutes avaient Ã©clatÃ© alors que la police Ã©tait en train dâ€™expulser une famille tutsie d'une maison deva Ãªtre rendue aux hÃ©ritiers d'un Hutu Â«Â spoliÃ©Â Â» durant les massacres de 1972. 23 jeunes de ce quartier Ã majoritÃ© tu avaient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s. Ils ont Ã©tÃ© dÃ©fÃ©rÃ©s devant le tribunal de grande instance de Bujumbura et condamnÃ© mard justice burundaise a eu la main lourdeÂ : 19 de ces jeunes ont Ã©tÃ© condamnÃ©s Ã 3 ans de prison ferme, notamment pour rÃ©bellion et coups et blessures volontaires et quatre autres Ã 3 ans avec un sursis dâ€™une annÃ©e, de quoi alimenter enco un plus les tensions ethniques qui sont en train de refaire surface.
Ce verdict a Ã©tÃ© accueilli par des cris de colÃ¨re de nombreux jeunes prÃ©sents dans la salle dâ€™audience mardi soir 4 jui et par les pleurs des familles des 23 condamnÃ©s. Et pour justifier des peines aussi lourdes, la justice burundaise ne cache pas aujourdâ€™hui que derriÃ¨re la nÃ©cessitÃ© de punir une faute personnelle, il y a aussi une volontÃ© de lancer un sÃ©rieux avertissement Ã tous ceux qui seraient tentÃ©s de sâ€™opposer aux dÃ©cisions de la CNTB, chargÃ©e de rÃ©gler l conflits fonciers, alors que de tels cas de restitutions vont aller croissants.Â«Â Câ€™est pour dissuader les Ã©ventuels dÃ©linquants, pour que demain, explique le porte-parole de la cour suprÃªme du Burundi, Elie Ntungwanayo, ils ne puissent pas tomber dans la mÃªme erreur de commettre la mÃªme infraction. Donc câ€™est un objectif en fait dâ€™Ã©ducatio la sociÃ©tÃ©Â Â».Mais la sociÃ©tÃ© civile burundaise tire de nouveau la sonnette dâ€™alarme. Lâ€™un de ses principaux act en garde contre des dÃ©cisions qui pourraient ressembler Ã une revanche de la majoritÃ© hutue sur la minoritÃ© tutsieÂ : Â« Elles radicalisent les positions, dit Pacifique Nininahazwe, elles renforcent la mÃ©fiance entre les ethnies, beaucoup vont comprendre ce jugement comme un jugement contre une communautÃ© ethnique. Je pense quâ€™on devrait se garder de prendre ce genre de dÃ©cisions dans un contexte de tension comme celui-ciÂ Â». Pacifique Nininahazwe appelle donc le pouvoir burundais Ã privilÃ©gier la voie du dialogue.